

Unité départementale de l'Essonne  
Cité administrative  
Boulevard de France  
91012 EVRY-COURCOURONNES CEDEX

EVRY-COURCOURONNES,  
le 25/01/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/11/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ENORIS**

ZI Route de la Bonde  
91743 MASSY

Références : D2023- 0140  
Code AIOT : 0006504556

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/11/2022 dans l'établissement ENORIS implanté Route de la Bonde 91300 MASSY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite du 25/11/2022 consiste à vérifier le respect de l'arrêté n°2022-PREF/DCPPAT/BUPPE/087 du 28 juin 2022 mettant en demeure la société ENORIS de respecter l'article 10.3 de l'arrêté préfectoral n°2019-PREF/DCPPAT/BUPPE/060 du 19 mars 2019.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ENORIS
- Route de la Bonde 91300 MASSY
- Code AIOT : 0006504556
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

#### **– Activité principale :**

Depuis 1988, la Société de Chauffage Urbain de Massy-Antony (ENORIS) exploite une usine d'incinération d'ordures ménagères (UIOM) et une installation de co-incinération de charbon/bois déchets sur la commune de Massy – ZI de la Bonde.

L'exploitant avait informé l'inspection de son projet d'atteindre 100 % de bois déchets dans les installations LFC. Cela va entraîner une augmentation des capacités de stockage de bois déchets.

– Situation administrative :

Les prescriptions actuellement applicables à l'établissement sont définies par l'arrêté préfectoral N°2019-PREF/DCPPAT/BUPPE/SSPILL/060 du 19/03/2019.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Vérification des prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 28/06/2022

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**



N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Conditios de stockage du bois déchets et du charbon	Arrêté Préfectoral du 19/03/2019, article art 10.3	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Amende	
6	Dispositifs particuliers de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 19/03/2019, article Art 10.7	Susceptible de suites	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Déclarations des accidents et incidents	Arrêté Préfectoral du 19/03/2019, article Art 2.8	Susceptible de suites	Sans objet
3	Bassins de rétention	Arrêté Préfectoral du 19/03/2019, article Art 3.4	Susceptible de suites	Sans objet
4	Séparateurs-décanteurs d'hydrocarbures	Arrêté Préfectoral du 19/03/2019, article Art 3.11.4	Susceptible de suites	Sans objet
5	Déchets gérés à l'extérieur de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 19/03/2019, article 5.1.5	Susceptible de suites	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Considérant l'arrêté préfectoral portant imposition de prescriptions complémentaires n°2019-PREF/DCPPAT/BUPPE/060 du 19 mars 2019 ;

Considérant l'arrêté préfectoral n°2022-PREF/DCPPAT/BUPPE/087 du 28 juin 2022 mettant en demeure la société ENORIS de respecter l'article 10.3 de l'arrêté préfectoral n°2019-PREF/DCPPAT/BUPPE/060 du 19 mars 2019 sous un délai maximum d'un mois ;

Considérant le contrôle de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement en date du 25 novembre 2022 sur le site d'ENORIS situé ZI La Bonde - route de la Bonde à Massy (91000) ;

Considérant que lors de la visite du 25 novembre 2022, l'inspecteur constate que la non-conformité notable perdure, à savoir un volume de bois déchet stocké supérieur à 2000 m<sup>3</sup> et une hauteur de stockage supérieure à 8 mètres ;

Considérant que cette non-conformité notable a été relevée suite à un incendie sur le site le 01er avril 2022, et, peut induire un accident de plus grande ampleur étant donné la quantité



excessive de matière combustible augmentant ainsi la gravité de l'incendie et rendant l'un des canons à eau inefficace ;

Considérant que ce constat constitue un manquement à l'article 10.3 de l'arrêté préfectoral n°2019-PREF/DCPPAT/BUPPE/060 du 19 mars 2019 ;

Considérant que cette prescription fait l'objet de l'arrêté de mise en demeure suscité et que l'échéancier n'est pas respecté ;

Considérant le constat précité révélant des conditions d'exploitations susceptibles de porter atteinte à l'environnement ;

Considérant la persistance du constat d'inobservation des prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 28 juin 2022, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet de l'Essonne, en application des dispositions de l'article L.171-8-II-4° du code de l'environnement, de prendre à l'encontre d'ENORIS, situé ZI La Bonde - route de la Bonde à Massy (91 000) une amende administrative d'un montant de 5 000 euros (cinq mille euros).

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Conditions de stockage du bois déchets et du charbon

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/03/2019, article art 10.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, ...
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 05/04/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 01/05/2022</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Le bois déchet est stocké dans une fosse béton. Le volume de bois déchet stocké n'excède pas 2 000 m<sup>3</sup>. Le charbon est stocké dans une fosse béton qui se trouve dans le prolongement de la fosse de stockage du bois déchet. Le volume de charbon stocké n'excède pas 550 m<sup>3</sup>. Les fosses de stockage sont constituées de voile béton coupe-feu REI 120 toute hauteur sur toutes les façades. La hauteur de stockage du charbon est limitée à 7 m au niveau du renforcement dans la paroi de la fosse, et à 8 m pour le stockage de bois. La consigne de limitation de la hauteur de stockage est affichée au niveau de la cabine du pontier. Chaque fosse de stockage est équipée de 3 sondes de température réparties à différentes hauteurs avec report d'alarme en salle de contrôle sur seuil haut de 70 °C pour le suivi de la température au cœur du tas. Une caméra thermique avec alarme en salle de contrôle à 70 °C permet également le contrôle de la température. Pour éviter tout transfert de point chaud depuis la zone de déchargement du bois déchet vers la fosse de stockage, les manutentions sont arrêtées depuis la salle de contrôle en cas de détection de point chaud par détection de flamme multi- spectres ou constat visuel du personnel. Les moyens mis en place pour la détection de point chaud au niveau de la manutention sont 2 détecteurs de flamme multi spectres : * } au niveau de la Tour d'angle * } au niveau de la zone de dépotage Ces dispositifs sont complétés par des caméras de surveillance. La température dans les convoyeurs des chaudières est en permanence contrôlée par 3 sondes de température. En cas d'atteinte du seuil haut de 70 °C par 2 sondes sur 3, l'alimentation en combustible est arrêtée et une vanne guillotine en fond des convoyeurs se ferme. Une alarme est transmise en salle de contrôle. L'exploitant tient à disposition de l'inspection les justificatifs d'étalonnage des équipements de mesure de la température et de contrôle des dispositifs d'asservissement. Les stockages de combustibles sont isolés par rapport aux chaudières, au minimum par un mur coupe-feu de degré 2 heures ou par une distance d'isolement qui n'est pas inférieure à 10 mètres.</p>
<b>Constats :</b> Lors de la visite inopinée du 25/11/2022, l'inspection constate les volumes de charbon et de bois déchet dans les fosses béton dédiées. <p>L'inspection constate que le volume de bois déchet stocké excède les 2 000 m<sup>3</sup> prescrit par l'arrêté</p>



préfectoral du 19/03/2019, et ne respecte donc pas l'arrêté de mise en demeure du 28/06/2022. De plus, l'excès de stockage de bois déchet risque de nouveau de gêner la bonne utilisation du canon situé au droit de la fosse ( voir planche photographique).

L'exploitant déclare qu'un camion est en cours de déchargement. L'inspection constate la livraison en cours de bois déchet dans la fosse.

De plus, l'exploitant informe l'inspection d'un surplus d'environ 700 m<sup>3</sup> de bois déchet, conséquence d'un réchauffement et d'un temps ensoleillé en fin de semaine (consommation en début de semaine de 40 m<sup>3</sup>/h contre, en fin de semaine, 27 m<sup>3</sup>/h). L'exploitant n'a pas réajusté et réduit les apports auprès de son fournisseur.

L'inspection rappelle à l'exploitant que la hauteur de stockage de bois est limitée à 8 m au niveau du renforcement dans la paroi de la fosse. Le jour de la visite, L'inspection a constaté que le marquage précisant la limite de hauteur à 8 m n'était plus visible et donc que la hauteur maximale imposée était dépassée.

L'exploitant indique que le pontier est en formation. L'inspection demande à l'exploitant de s'assurer que la consigne de limitation de la hauteur de stockage soit respectée par les pontiers, même les nouveaux.

L'inspection constate que l'exploitant ne respecte pas les dispositions de l'article 10.3 de l'arrêté préfectoral du 19/03/2019, et donc pas la mise en demeure du 28/06/2022.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Amende

## N° 2 : Déclarations des accidents et incidents

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 19/03/2019, article Art 2.8

**Thème(s) :** Risques accidentels, ...

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 05/04/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

**Constats :** Par courriel du 15/04/2022, l'exploitant transmet la fiche de notification d'accident/incident du Bureau d'Analyse des Risques et Pollutions Industriels (BARPI).

Par courriel du 04/07/2022, l'exploitant transmet un rapport d'expertise de l'entreprise Naudet daté du 13/04/2022.

L'ensemble des documents précise notamment les circonstances et les éventuelles causes de l'accident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet



### N° 3 : Bassins de rétention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/03/2019, article Art 3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, ...
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 05/04/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> Le site est équipé d'un bassin de confinement des eaux pluviales et des eaux d'extinction d'incendie (bassin de 800 m³ visé à l'article 3.3.2). Ce bassin est conçu et aménagé de manière à être curable, étanche et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de son bon état et de son étanchéité. Le déversement d'eaux du bassin de recyclage vers le milieu naturel est interdit. L'exploitant s'assure de la disponibilité en permanence du volume utile du bassin de confinement. Le bassin de confinement est vidé et curé au moins une fois par an. Le déversement d'eaux du bassin de recyclage de 300 m³ susmentionné vers le bassin de confinement est assimilé à de la dilution et est strictement interdit. Le bassin de recyclage est vidé et curé en tant que de besoin et en tout état de cause au minimum deux fois par an. Les eaux contenues dans ce bassin sont éliminées comme des déchets, vers des filières dûment autorisées à les recevoir et à les traiter. À cette occasion, l'exploitant émet un bordereau de suivi de déchets.
<b>Constats :</b> Par courrier daté du 17/05/2022, l'exploitant transmet les bordereaux de suivi de déchets relatif à l'élimination des eaux d'extinction contenues dans le bassin de confinement. L'inspection constate que les eaux contenues dans ce bassin sont éliminées vers des filières dûment autorisées à les recevoir et à les traiter. L'exploitant n'a pas justifié de l'étanchéité du bassin. L'inspection demande à l'exploitant de s'assurer par des contrôles appropriés et préventifs du bon état et de l'étanchéité de son bassin lors du prochain curage. Pour mémoire, l'inspection rappelle que le bassin de confinement doit être vidé et curé au moins une fois par an.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : Séparateurs-décanteurs d'hydrocarbures

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/03/2019, article Art 3.11.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, ...
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 05/04/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> Les décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures sont conformes à la norme en vigueur ou à tout autre norme de la Communauté européenne ou de l'Espace économique européen. Ils sont nettoyés par une société habilitée aussi souvent que nécessaire et dans tous les cas au moins trimestriellement. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de suivi de déchets dangereux émis à chaque nettoyage sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Par courrier daté du 17/05/2022 (nos réf : A2022-0412), l'exploitant transmet le bordereau de suivi de déchets dangereux émis suite au nettoyage post-incendie (bassin et séparateur).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



#### N° 5 : Déchets gérés à l'extérieur de l'établissement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/03/2019, article 5.1.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, ...
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 05/04/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement. 1 s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires des déchets sont régulièrement autorisées à cet effet. Il fait en sorte de limiter le transport des déchets en distance et en volume.— Gestion des déchets produits par l'incendie
<b>Constats :</b> L'inspection constate que l'exploitant a éliminé les déchets (eaux d'extinction) conformément aux dispositions de l'article 5.1.5 de l'AP du 19/03/2019.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 6 : Dispositifs particuliers de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/03/2019, article Art 10.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, ...
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 05/04/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> La protection incendie des fosses de stockage de bois déchet et de charbon est assurée par la mise en place de : * 2 canons à eau fixe (lances monitors) de part et d'autre des fosses de stockage bois et charbon, débit simultané d'environ 120 m3/h * 2 systèmes d'aspersion d'eau (déluage avec buses spray) au-dessus des trémies. Ces équipements sont déclenchés manuellement depuis la salle de contrôle en cas de détection d'incendie par les caméras thermiques ou par le personnel présent sur les installations. Les canons à eau sont repris manuellement par les pompiers en cas de besoin. Le positionnement des équipements couvre l'ensemble des 2 stockages. Pour éviter tout transfert de point chaud depuis la zone de déchargement du bois déchet vers la fosse de stockage, les manutentions sont arrêtées depuis la salle de contrôle en cas de détection de point chaud. par détection de flamme multi- spectres ou constat visuel du personnel. Une procédure interne de sécurité incendie est mise en place et le personnel est formé à la mise en œuvre de cette procédure, L'exploitant réalise le maillage du réseau incendie afin d'assurer une pression résiduelle suffisante en tout point du réseau.
<b>Constats :</b> Lors de la visite, l'inspection constate de nouveau que la protection incendie des fosses de stockage de bois déchet et de charbon n'est pas opérationnelle vu le volume de bois déchet stocké. Le canon de la fosse bois déchet est de nouveau caché par la "montagne" de bois déchet.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

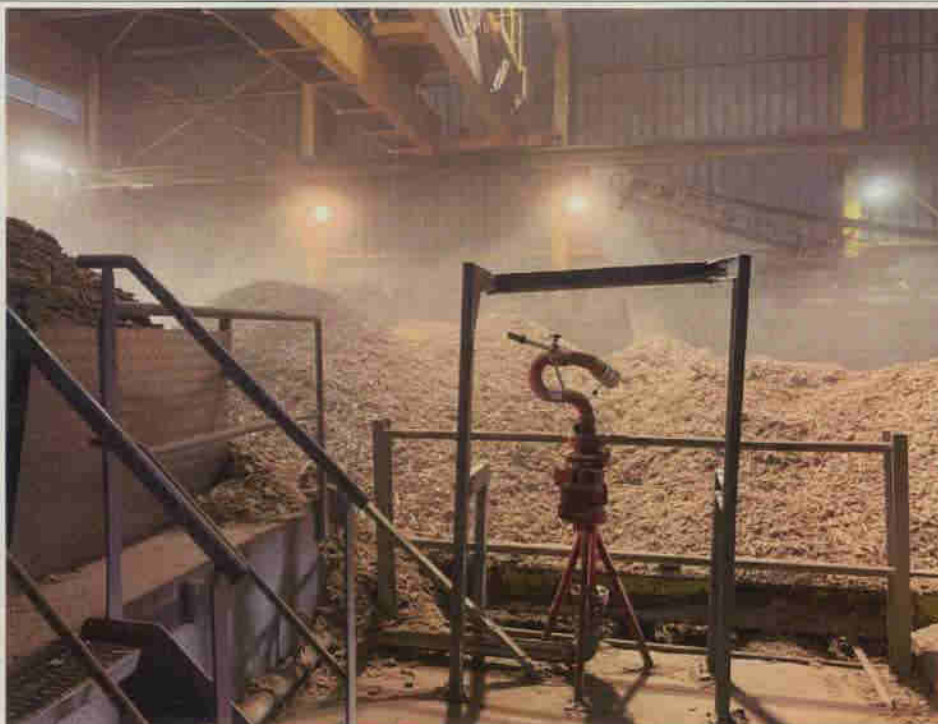




Planche photographique

Visite inopinée du 25/11/2022 (suivi MED du 28/06/2022)

Vérification du volume de bois déchet stocké



Volume stocké le 25/11/2022 (> à 2 000 m<sup>3</sup>)



Hauteur de stockage constaté le 25/11/2022 (> à 8 mètres, trait de limitation non visible)

